



CONFÉRENCE DE M. DIMITRIS PANTOULAS

publié le 16/10/2015

Le jeudi 8 octobre 2015, le Colegio Francia avait l'honneur de recevoir Monsieur Dimitris Pantoulas, économiste grec, analyste financier et politique, ancien conseiller de la Fondation Carter, qui nous a parlé de la crise grecque. Il s'agissait de la 1ère intervention dans le cadre du cycle annuel de conférences organisé par M. Hermet, professeur de Sciences économiques et sociales au Lycée français de Caracas. Cette conférence s'est déroulée à la salle polyvalente, en espagnol. Le public était composé des élèves des classes de 1ère et terminale ES, et quelques adultes (professeurs, invités) intéressés par la question.



M. Pantoulas a commencé sa conférence en nous donnant quelques repères. Repères historiques d'abord, avec l'entrée de la Grèce dans l'UE en 1981, l'adhésion à la zone euro en 2001. Repères institutionnels ensuite : la Grèce connaît un régime politique parlementaire, les élections se font au scrutin proportionnel avec un bonus de 50 sièges pour le parti arrivé en tête. La crise a entraîné une reconfiguration politique avec la fin de la bipolarisation (PASOK/Nouvelle Démocratie) et la montée de partis radicaux, comme Syriza qui a gagné en janvier et septembre 2015. Repères macroéconomiques enfin : un PIB par habitant de 25 900 \$ en 2014, contre 29 467 \$ avant la crise en 2008. Elle est passée du 30ème au 66ème rang en termes de PIB/h dans le monde. Les parts des différents secteurs dans le PIB sont proches de la moyenne européenne (Agriculture : 3.5%, industrie 15.9%, services 80.6%), avec toutefois un secteur du tourisme hypertrophié (18%).



Il a ensuite présenté les causes de la crise grecque. La première cause est le fait pour la Grèce d'être dans une union monétaire avec une monnaie forte. La deuxième cause est une mauvaise gouvernance économique de 2002 à 2009. Les Jeux olympiques de 2004 donnèrent lieu à d'énormes dépenses, ils furent les 4èmes les plus chers de l'histoire. La

Grèce est un pays cigale qui vit au-dessus de ses moyens. Corruption et fraude devant l'impôt sont monnaie courante. Déjà, en 1854, l'historien Edmond About dans *La Grèce contemporaine*, notait que « Le régime financier de la Grèce est tellement extraordinaire et ressemble si peu au nôtre, que je crois nécessaire, avant d'entrer dans les détails du budget, de placer ici quelques observations générales. La Grèce est le seul exemple connu d'un pays vivant en pleine banqueroute depuis le jour de sa naissance. Si la France et l'Angleterre se trouvaient seulement une année dans cette situation, on verrait des catastrophes terribles : la Grèce a vécu plus de vingt ans en paix avec la banqueroute. Tous les budgets, depuis le premier jusqu'au dernier, sont en déficit. »

En 2009, la Grèce avait deux options : la banqueroute ou le sauvetage. La seconde option fut choisie. Pourtant, cela n'a pas du tout amélioré les choses. On constate en effet sur le PIB et la dette augmentent parallèlement jusqu'en 2007. Ensuite la dette continue d'augmenter mais le PIB chute. La dette publique atteint en 2015, 180% du PIB. Elle est détenue par des créanciers français à 56.7% (banques surtout) et allemands à 33.9% (gouvernement). Sans sauvetage du secteur financier grec, les banques françaises auraient fait faillite.

Le sauvetage par l'UE et la BCE a impliqué des réformes de grande ampleur : un salaire minimum baissé de 25% (762 à 487 euros), une hausse de l'emploi à temps partiel : 16.7% en 2009, 30.9% en 2011, une hausse de la TVA, passée de 13 à 23%. Malgré, ou à cause de ces mesures, la Grèce n'est pas parvenue à sortir de la crise. Le taux de chômage est passé de 7% à 25%, celui des jeunes atteint 55%. La pauvreté et la xénophobie ont progressé. La part des foyers qui ont une pension de retraite comme principale source de revenus est passée de 42% en 2012 à 52% en 2014. De plus en plus de Grecs se resserrent autour du noyau familial pour survivre.

Les questions de la salle ont permis d'aborder divers thèmes comme le vote sanction (Aube dorée), la corruption, le Grexit (une sortie de la zone euro plus difficile aujourd'hui qu'il y a 5 ans), la question de l'inflation/déflation, le problème des flux de migrants venant du Proche Orient. Selon D. Pantoulas, les remèdes appliqués n'ont pas été les bons, il faut inventer de nouvelles solutions, ce qui rejoint en partie les idées défendues par C. Lagarde, présidente du FMI.

L'idée selon laquelle les Grecs eux-mêmes ne veulent pas sortir de l'euro est souvent apportée comme la preuve de cette nécessité d'écarter le Grexit. A-t-on déjà vu un condamné demander au juge de prononcer une peine exemplaire ? Il est bien évident que les Grecs, surtout ceux qui ont de l'épargne, ne souhaitent pas sortir de l'euro, sachant que la monnaie qui s'y substituerait serait fortement dévaluée par rapport à la monnaie unique. Reste qu'une monnaie dévaluée serait peut-être le moyen de faire repartir les exportations et rétablir la croissance.

Tous nos remerciements à M. Dimitris Pantoulas pour l'intérêt qu'il a su susciter chez les élèves grâce à des explications à la fois claires et profondes. Et aux élèves pour leur attention.



Joël Hermet,